

# problématiques passées et présentes



La grande île est habitée depuis relativement peu de temps : depuis une dizaine de siècles environ si l'on admet l'estimation habituelle des tenants d'une chronologie courte, depuis au moins quinze à vingt siècles si l'on admet le raisonnement qui tient compte des données actuellement disponibles (1). Mais son histoire est encore mal connue, car l'écriture n'y fut adoptée, semble-t-il, que fort tardivement : peut-être est-ce dès le XII<sup>e</sup> siècle que l'on utilisa l'écriture arabe des sorabe (2) grâce à laquelle fut surtout consigné un savoir ésotérique et confidentiel, mais c'est surtout à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, avec l'adoption de l'écriture latine par Radama I (1810-1827), que fut diffusé, sans guère de restriction sociale ou religieuse, un moyen de consigner la tradition orale, de noter les événements vécus et d'en fixer le souvenir. Quant aux sources étrangères, si l'on excepte les rares mentions de Madagascar dans les ouvrages arabes, chinois et européens du Moyen Âge, ce n'est qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle que l'on dispose de témoignages de missionnaires, traitants, militaires et voyageurs portugais, hollandais, anglais et français ; et encore doit-on savoir que, jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ceux-ci ne fréquentèrent le plus souvent que les régions côtières ou proches de la mer.

La tradition orale, il est vrai, peut combler cette lacune des sources écrites, et je m'en suis déjà expliqué ici-même (3). Mais l'on voit bien que, comme pour l'Afrique, une bonne partie du passé de Madagascar dort dans son sol. Le recours à l'archéologie est ici plus qu'utile : il est indispensable pour connaître l'histoire de Madagascar depuis les débuts de son peuplement jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle pour les régions périphériques et jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle pour les régions de l'intérieur.

Et puisque, à Madagascar, la recherche archéologique est presque séculaire, il est bon de faire — même rapidement — un bilan de ce qui fut, pour mieux envisager le présent et l'avenir.

## *historique de l'archéologie à Madagascar*

L'histoire de l'archéologie à Madagascar rappelle l'histoire même de cette discipline. Sans s'attarder sur la période des origines — celle des plus anciennes descriptions des monuments et cités abandonnés qui, mutatis mutandis, évoquent les périégèses (3 bis) des Anciens et sont contemporaines des premières collectes d'objets qui ne furent malheureusement qu'une forme de pillage, tout comme l'avait été, par exemple, celle du mobilier funéraire de nombreuses tombes étrusques —, l'on constate qu'avec la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le souci archéologique devient désir de connaître le passé.

La collecte des objets trouvés, soit en surface, soit dans les fouilles, n'a plus pour but de procurer un profit mercantile ou une satisfaction esthétique aux inventeurs. Déposés dans les musées, ces objets sont destinés à alimenter la connaissance, au même titre que les reconnaissances des sites anciens et surtout celles — plus spectaculaires — des échelles (3 ter) qui étaient en relation avec les cités swahili et la région du Sud-Ouest asiatique. Avec les reconnaissances naissait une archéologie des monuments dans leur cadre urbain qui n'était pas sans parenté avec l'archéologie classique du bassin méditerranéen, et qui, reconnue utile à la connaissance de Madagascar, entra dans le vaste programme de recherche élaboré sous Gallieni, lequel lui ouvrit les pages de la revue **Notes, reconnaissances et explorations**, revue officielle de la colonisation, avant de la confier à l'Académie malgache qu'il fonda en 1902. Et l'on sut dès lors, comme le savait ce colon dont la concession dans le nord-ouest comprenait les ruines d'une ancienne ville des XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles et qui régulièrement communiquait ses observations à l'Académie, que la grande île avait eu un passé, et que son sol le renfermait, même lorsque apparemment rien ne le révélait.



# Notes de l'archéologie à Madagascar



En Imerina, les fossés peuvent atteindre douze mètres de profondeur, mais souvent, comme celui-ci, ils semblent plus une délimitation dans laquelle sont établies des cultures. A gauche : paysage fréquent des Hautes-Terres centrales : le village entouré d'un fossé, au sommet d'une éminence dont les pentes sont aménagées en terrasses de culture et limitées en contrebas par les rizières.

De ce premier essor de l'archéologie témoignent encore les correspondances adressées par des amateurs à l'Académie, que présida dans ses premières années Anthony Jully, l'architecte du gouvernement qui avait grandi dans le milieu universitaire parisien et qui conçut le projet de faire, grâce à l'archéologie, l'histoire des **Immigrations arabes à Madagascar** (4). Ce faisant, Jully délimitait un champ de recherche que l'on considéra généralement comme le seul possible jusqu'à l'Indépendance. Et encore en vint-on à restreindre la recherche à la seule fouille des tombes !

A cet essor des débuts de la colonisation succéda, pendant l'entre-deux-guerres, une époque de marasme. Le personnel administratif de grande qualité

de la première génération, qui fournit un certain nombre de bons ou d'excellents malgachisants, avait été remplacé par des administratifs en général d'une fort grande médiocrité, desquels n'émergent que quelques rares et remarquables personnalités. Les deux faits sont vraisemblablement liés et l'ensemble des sciences humaines en souffrit (5). Témoin du désintérêt à l'égard du passé malgache, cette vaste enquête ordonnée par le gouvernement général dans les années 30 sur les monuments et sites historiques qu'il conviendrait de classer : la majorité des réponses furent tout administratives avec le « rien à signaler » attendu ou l'une de ses variantes, et ce, même pour des régions comme celle de Majunga, où les échelles « arabes » étaient signalées et connues depuis Jully (6) ! En archéologie, on ne retiendra guère de cette époque que les fouilles de sépultures faites par Waterlot (7).

Restant dans le même champ de recherche, un regain d'intérêt réapparut dans les années 40 avec la fouille de la nécropole de Vohémar — laquelle aboutit surtout à constituer la belle collection du Musée de l'Homme en massacrant véritablement un ensemble de 600 tombes fouillées (?) en deux mois par deux candidats archéologues (8) —, et avec de nouvelles reconnaissances et fouilles dans le nord-ouest et sur la côte nord-est, ces dernières effectuées dans le cadre de l'Institut de la recherche scientifique de Madagascar, qui précéda l'Orstom.

Avec l'Indépendance, l'archéologie malgache, désormais confiée à l'Université, allait, sous l'impulsion de Pierre Vérin, donner aux recherches une vie nouvelle et renforcer la nécessaire diversification

(1) J.-P. Domenicchini : « La plus belle énigme du monde, ou : l'historiographie coloniale en question », **Histoire et Civilisation du Sud et de l'Ouest malgaches**, Antananarivo, 1981 (sous presse).

(2) On désigne sous ce nom de « grande écriture » les manuscrits arabico-malgaches, écrits de langue malgache en caractères arabes.

(3) Le souvenir des princes et de leurs peuples, **Recherche, Pédagogie et Culture**, IX (50), 1981, pp. 48-57.

(3 bis) Périégète : nom donné à un auteur ancien d'un voyage, d'une description de pays.

(3 ter) Échelles : nom donné à d'anciens ports, villes de commerce. N.D.L.R.

(4) Article publié dans **Notes, reconnaissances et explorations**, Tananarive, 1898, vol. III, pp. 438-444.

(5) Ceci reste vrai même si une recherche désintéressée menée par des missionnaires et des malgaches épris du passé comble en partie ce vide. Cet effort n'aboutit pas toujours à la publication. Et si l'on peut avoir assez facilement accès aux travaux des missionnaires, beaucoup de ceux qu'effectuèrent les Malgaches n'eurent qu'une diffusion confidentielle, quand ils ne restèrent pas enfouis dans des archives familiales. Situation coloniale typique quand les princes qui gouvernaient étaient des ignorants. De toute façon, cette recherche, si elle peut intéresser l'archéologue, ne s'intéressa pas, semble-t-il, à l'archéologie.

(6) Exposé de Vincent Belrose-Huyghues au séminaire du groupe « Sources orales et Histoire », Antananarivo, le 7 mai 1981.

(7) « Le mobilier de sépulture de la côte nord-ouest de Madagascar », Paris, **L'Anthropologie**, 1924, pp. 412-414.

(8) E. Vernier et J. Millot, **Archéologie malgache. Comptoirs musulmans**, Paris, 1971, racontent ce massacre avec autant d'honnêteté que de naïveté.



des orientations, pratiquement entrevue par Louis Molet à la fin de la période antérieure. En effet, outre les recherches consacrées aux échelles qui aboutirent à la thèse de doctorat de Pierre Vérin (9) et qui assuraient la transition vers les recherches nouvelles, l'archéologie commença, autrement que par souci paléontologique de connaître la faune disparue dite subfossile, à se préoccuper de l'intérieur et des autres régions périphériques jusqu'alors délaissées, en quête éventuellement des établissements coloniaux européens, mais surtout à la recherche des anciennes sociétés malgaches, des plus humbles aux plus célèbres, dans leurs différentes manifestations matérielles, envisageant même la possibilité de l'existence à Madagascar d'une période où l'on aurait connu — c'est encore très hypothétique — un outillage lithique rappelant les herminettes indonésiennes.

### archéologie de Madagascar et archéologie malgache

Toute cette histoire ne doit toutefois pas faire illusion, et nos connaissances sont encore insuffisantes pour écrire l'histoire de la grande île. Cela tient évidemment au petit nombre des travaux effectués, mais encore bien plus à l'esprit dans lequel furent conduites les recherches et qui permet, de part et d'autre de 1960, de distinguer commodément une archéologie de Madagascar et une archéologie malgache.

En effet, la première, si elle effectua ses recherches à Madagascar, resta en quelque sorte une archéologie étrangère. Prisonnière d'une des problématiques définie par Jully — lequel s'était pourtant primitivement intéressé aux systèmes de fortification des villages d'Imerina —, elle ne s'intéressa qu'à l'aspect « arabe » de l'archéologie, en s'enfermant d'ailleurs volontiers dans les limites encore plus étroites de la fouille des sépultures, malgré quelques excursions pour expliquer le travail du chloritoschiste (9 bis) qui avait fourni quelques très beaux objets du mobilier funéraire. Le succès de cette « problématique arabe » tient à la conception, la plus répandue dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, de l'histoire de Madagascar. Selon celle-ci, l'indigène, qu'il eût été d'origine africaine ou austronésienne (10), n'était qu'un figurant passif de l'histoire dont il ne pouvait devenir un acteur à part entière. Ainsi, en dehors du rôle — exagéré — accordé aux aristocrates « néo-indonésiens » dont on aurait aimé, semble-t-il, retarder l'arrivée à Madagascar en la situant entre le XII<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècles mais dont on ne pouvait nier l'existence depuis le recueil du volumineux *Tantara ny Andriana* par le P. Callet (11), on avait recours aux Arabes ou à l'Islam comme à un véritable *deus ex machina* pour expliquer tous les faits historiques,

qu'il s'agisse de la diffusion des modèles d'organisation politique, attribuée directement aux Arabes ou indirectement à leur relais antemoro (12), ou qu'il s'agisse de la dissémination, à l'intérieur de l'île mais en dehors de l'aire où il pousse spontanément, du flamboyant *Poinciana regia* (13). Et c'est grâce à cette archéologie de la présence « arabe » à Madagascar que l'on avait à l'époque espéré donner un peu d'histoire à la grande île. Est-il bien nécessaire de dire qu'une telle démarche n'aboutit même pas à réaliser le programme initial de Jully ? La recherche de l'arabe fut le plus souvent la pieuse quête de vénérables reliques, que l'on se refusait à interroger par crainte du sacrilège ; sauf exception, comme dans le cas du chloritoschiste, elle voulait ignorer ce qui était malgache et conçut l'étude des échelles comme celle d'établissements extérieurs aux sociétés malgaches qu'ils « influencèrent, incontestablement, (...) dans leurs caractères somatiques, intellectuels et linguistiques » (14), tout en restant eux-mêmes indemnes à l'abri de toute influence — et à l'époque, sans doute aurait-on préféré un mot du vocabulaire médical comme « contamination » ! L'on retrouve, projeté dans la problématique archéologique, le rêve naïf et dérisoire du nouveau colonisateur qui vient civiliser en assimilant et refuse tout emprunt à l'indigène comme un nouveau péché originel, « le péché vraiment capital ».

À partir des années 60, l'archéologie malgache fit éclater ces cadres simplistes, non seulement, comme le fit Pierre Vérin, en étudiant les échelles comme des lieux d'échanges où se rencontraient deux cultures, celle des marchands du sud-ouest de l'océan Indien et celle des sociétés malgaches voisines, mais aussi en découvrant le grand nombre, la variété et la richesse des sites archéologiques situés hors de la zone côtière du nord-ouest et du nord-est. De cet éclatement témoignent les publications qui concernent presque toutes les

(9) *Les échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar*, Lille, 1975. (9 bis) Chloritoschiste : schiste contenant des chlorites, sels formés par la combinaison de l'acide chlorureux avec une base.

(10) Ce mot est maintenant substitué à celui d'« indonésien » qui ne se réfère qu'à un ensemble politique apparaissant au XIX<sup>e</sup> siècle, à celui de « malais » qui ne désigne qu'un groupe prestigieux à l'époque moderne et à celui de « malayo-polynésien » qui ne concerne plus qu'une fraction, plus ou moins vaste selon les auteurs, des populations du monde indo-pacifique. « Austronésien » est actuellement préféré, car il désigne toutes les populations, continentales aussi bien qu'insulaires, qui partirent des régions montagneuses de la Chine du Sud il y a environ douze mille ans, peuplèrent le sud-est asiatique continental et insulaire, les îles du Pacifique et Madagascar, et continuent à parler des langues génétiquement apparentées.

(11) Tananarive, Académie malgache, 1908, 1243 p. (2<sup>e</sup> édition).

(12) Dans la ligne de cette tradition, cf. Paul Ottino, *Madagascar, les Comores et le sud-ouest de l'océan Indien*, Tananarive, Université de Madagascar, 1974, 104 p.

(13) R. Decary, L'origine de la dissémination du flamboyant dans Madagascar, *Bull. Acad. Malg.*, XXI, 1938, pp. 69-70.

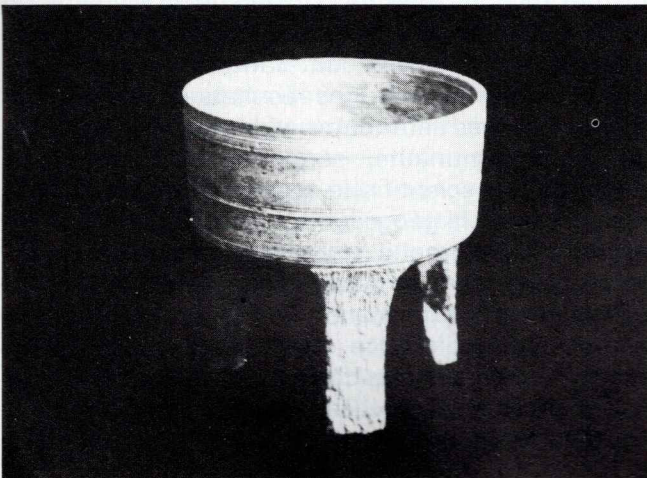
(14) Ch. Poirier, Terre d'Islam en mer malgache, *Bull. Acad. Malg.*, numéro spécial, 1954, p. 71.

(15) On ne donnera pas ici le détail de la bibliographie. La plupart des textes furent publiés à Tananarive dans *Taloha*, revue du Musée de l'Université, dans la collection « Travaux et Documents » du même Musée, dans les *Annales de l'Université, sections lettres et sciences humaines*, dans le *Bulletin de l'Académie malgache*, ou dans le *Bulletin de Madagascar*.





*Ce tombeau princier, surmonté de sa « maison froide », est encore actuellement le lieu d'un culte rendu à de puissants ancêtres, dont on perpétue ainsi le souvenir; ci-dessous : vue de l'intérieur, la porte sud de la cité d'Ambohimalaza avec son disque de pierre que l'on roulait le soir pour en obturer le passage; ici : marmite tripode en chloritoschiste provenant du mobilier funéraire d'une tombe de la nécropole du Vohéma.*



régions de Madagascar (15) et aussi bien les temps les plus anciens (Sarodrano - V<sup>e</sup> siècle - dans le sud-ouest, ou Irodo - IX<sup>e</sup> siècle - dans le nord) que le XIX<sup>e</sup> siècle proche, avec les forts par lesquels le Royaume de Madagascar faisait respecter son autorité. Sans doute tous ces travaux ne sont-ils pas de valeur égale; certains d'entre eux sont plus attentifs aux traditions orales qu'au matériel archéologique, considéré comme annexe, et d'autres peu habitués à tirer toutes les conclusions possibles des données stratigraphiques. Il n'en demeure pas moins que tous devront permettre à moyen terme de faire un peu plus de lumière peut-être sur les origines du peuplement et de la civilisation malgaches, et sûrement sur les cheminements des migrations intérieures anciennes, l'occupation du sol et les aménagements régionaux, la formation des unités politiques et économiques anciennes, les relations culturelles et commerciales avec les autres pays et l'histoire de la culture matérielle.

### *une archéologie pure ?*

La problématique d'une telle recherche est évidemment et éminemment historique, comme il en est de toute archéologie. Le parallélisme entre l'histoire de l'archéologie dans le monde et celle de l'archéologie à Madagascar fait d'ailleurs bien apparaître que cette dernière ne possède pas des caractères qui, fondamentalement, la distingueraient de toutes les autres. Sans doute a-t-elle des problèmes particuliers à résoudre, qui sont ceux du passé de Madagascar; sans doute peut-on discuter de la façon de poser ces problèmes et des moyens à employer pour les résoudre. Mais pour chaque travail (reconnaissance, sondage ou fouille), il semblait évident qu'il était nécessaire de réunir préalablement ou parallèlement — et de prendre en compte — tous les éléments du dossier : absence ou existence de traditions orales recueillies ou à collecter, conclusions des études d'histoire ou d'archéologie en rapport avec le sujet, données passées ou présentes connues de la culture — ou encore : données ethnographiques — pouvant contribuer à expliquer les données archéologiques, etc. Était-ce faire fausse route ? C'est la question que nous nous posons quand on veut nous faire douter du bien-fondé de notre démarche et qu'on se croit, avec une belle assurance, autorisé à reprocher à l'archéologie malgache son souci historique — voire à conseiller, jusque dans les jurys universitaires jugeant des travaux de chercheurs malgaches, le choix d'une « archéologie pure ». Assauts malveillants ou irréfléchis ? Peu importe, mais le point mérite que nous nous y arrêtions pour essayer de mieux y voir.

Ce n'est pas chose facile, car les sectateurs de cette étrange orientation préfèrent l'oral à l'écrit et



la pratique à la théorie. Aussi tirerai-je argument de conversations et d'observations. Il apparaît donc que cette archéologie « pure » veut privilégier la fouille et rejeter l'interprétation historique. L'on serait certes tenté de comprendre aussi bien la valorisation du travail de terrain que la revendication d'une discipline qui refuse un statut auxiliaire, voire ancillaire; mais le seul travail de fouille dispense-t-il vraiment de ce pré-terrain de l'archéologue que sont les recherches documentaires dans les archives et les publications? Dispense-t-il également de ces recherches autour du terrain que sont les enquêtes orales sur un site connu, sur un milieu géographique actuel, sur les techniques anciennes qui sont encore connues et pratiquées? L'on n'est jamais tout à fait sûr d'avoir épuisé toutes les ressources de l'écrit, étant donné les conditions de travail à Madagascar, ni d'avoir obtenu toutes les informations orales, tant est grande et fréquente la réticence à parler au chercheur de passage. Mais ce ne sont pas là des raisons suffisantes pour refuser de faire l'un et l'autre effort, lorsque, comme c'est le cas ici, il ne s'agit pas de recherches sur la préhistoire *stricto sensu*.

Et s'agirait-il même de préhistoire, sans doute conviendrait-il encore de s'arrêter aux réflexions du grand préhistorien André Leroi-Gourhan (16), selon lequel le préhistorien peut être poussé « par un désir confus de fuir le monde actuel à la recherche d'un temps où l'homme était plus libre... La nostalgie de Tarzan! Lévi-Strauss s'est réfugié dans les Indiens de l'Amazonie, d'autres fuient chez l'homme de Néanderthal ». Et Leroi-Gourhan de conclure : « L'étude du passé, activité égocentriste, remise en question permanente de soi-même, s'inscrit aussi dans le souci de notre futur ».

De fait, si nous écartons la remise en question permanente de soi-même et le souci du futur qui font du chercheur, un citoyen responsable de ce monde, les conditions nécessaires à la « pureté » sont remplies : libre des contraintes de la bibliographie, libre encore plus des contraintes qu'imposent les relations avec les hommes qui sont peut-être les héritiers de ceux qui habitèrent les sites fouillés, le chercheur, tel Tarzan, peut évoluer à sa guise dans un désert humain et satisfaire son désir ardent et absolu de trouver. On voit immédiatement les limites d'une telle attitude qui seront, dans le meilleur des cas, celles d'une bonne archéographie, se contentant de raconter les conditions de fouilles et de décrire les objets trouvés. On en voit aussi un premier danger si, au nom de la science, le chercheur refuse de tenir compte des valeurs de la société actuelle et, par exemple, se lance à Madagascar dans la fouille de sépultures connues et ayant encore leur place et leur fonction dans le contexte culturel, de telles fouilles restant assimilées à un viol et continuant à être sévèrement

condamnées par l'opinion, même lorsque l'appartenance à un organisme officiel peut assurer l'impunité au coupable (17). On en voit encore un autre danger si, d'aventure, l'archéographe se veut archéologue et pense interpréter ses trouvailles : ayant refusé le joug de connaître et de reconnaître une culture encore vivante — omniprésente dans cette « archéologie du village déserté » qui est la plus fréquente à Madagascar —, ses interprétations sont condamnées à n'être que des extrapolations, marquées au fer rouge de l'ethnocentrisme, de sa propre culture, etc.

L'affaire est entendue. Il ne sert à rien de poursuivre le débat entre des formes de recherche aux buts si différents. Et le concept même de pureté qui n'a aucune valeur épistémologique, indique assez en l'occurrence le caractère somme toute non scientifique de la démarche de ceux qui l'utilisent comme béliet et bouclier.

### orientations actuelles de l'archéologie malgache

Le programme archéologique défini par les organismes responsables de l'Université de Madagascar (Musée de l'Université et Centre d'art et d'archéologie de l'E.e.s.-Lettres) tient compte, dans le cadre des possibles actuels, des résultats des recherches archéologiques antérieures et des besoins exprimés par la communauté, sans oublier bien sûr la communauté scientifique, particulièrement dans les disciplines de la géographie et de l'histoire (au sens étroit). La géographie humaine souhaite une meilleure connaissance des villages désertés dans le contexte de l'organisation (ou des organisations) ancienne(s) de l'espace, pour l'aider à comprendre l'organisation actuelle des espaces régionaux et de leurs aménagements. La recherche en histoire orale travaillant sur les époques plus anciennes (18)

(16) « Les premiers hommes et le préhistorien », *L'histoire*, Paris, n° 19, 1980, pp. 116-122.

(17) Le principe retenu par les organismes universitaires, suivant lequel les ressources archéologiques sont suffisantes pour alimenter la recherche actuelle, même si l'on en excepte les tombes encore actuellement reconnues comme telles, tient à ménager l'attitude la plus répandue. Toutefois, il peut arriver que la fouille de sépulture soit accidentelle. Ou encore obligée : ce sont alors des fouilles de sauvetage dans le cas de grands travaux routiers ou immobiliers.

(18) On comprend que, dans les civilisations de l'écrit, l'histoire orale ne concerne que certains groupes de la société, oubliés (?) par les archives, et certains événements proches, desquels elle donne une autre vision. L'on aurait toutefois tort, comme on le fait trop souvent (par exemple, l'article « Histoire orale », in : *Universalia*, Paris, 1980, pp. 742-743), de la restreindre à la seule histoire sur témoignages, alors que les civilisations de l'oral ouvrent à l'histoire orale utilisant la tradition dans ses diverses manifestations (langue, littérature, récits historiques, témoignages ethnographiques, traditions de métier) un champ de recherche bien plus étendu chronologiquement et socialement. Tout se passe comme si cette histoire orale qui possède d'anciennes lettres de noblesse — à Madagascar, ce sont les œuvres de Flacourt au XVIII<sup>e</sup> siècle, de Guillaumin et de Callet au XIX<sup>e</sup> siècle —, était récupérée par les sociétés de l'écrit, apparemment empressées à s'en assurer le monopole.

(19) A. Mille, *Contribution à l'étude des villages fortifiés de l'Imerina ancien*, Tananarive, 1970.

(20) Pour l'île existent, achevée, une couverture cartographique au 1/100 000 et, déjà bien avancée, une autre au 1/50 000.

(21) Par ce moyen, il ne faut pas espérer être exhaustif. Ainsi pour les Hautes-Terres centrales, on peut compter au total un peu plus de 12 000 toponymes cartographiés sur une zone de presque 50 000 km<sup>2</sup>, alors que les 16 421 sites dénombrés l'ont été sur seulement 47 000 km<sup>2</sup>.



formule des souhaits analogues, pressentant que l'archéologie permettrait non seulement de mieux appréhender l'histoire des sociétés rapportée par la tradition, mais encore d'entrevoir une histoire antérieure à celle des traditions explicites.

C'est ainsi que, à moyen terme, on aimerait que la recherche ait établi la carte archéologique de l'ensemble de l'île, effectué des enquêtes étendues sur l'évolution de quelques techniques fondamentales et fouillé complètement quelques sites bien choisis.

Ne pouvant humainement envisager une reconnaissance au sol de chacun des 59 200 000 ha de l'île, il nous faut bien envisager d'utiliser d'autres moyens. Néanmoins, l'utilité de la photographie aérienne, qui a déjà permis de localiser 16 421 sites fortifiés sur une partie des Hautes-Terres représentant 8 % du territoire national (19), varie selon l'échelle des clichés, la nature du couvert végétal et celle des sites; d'ailleurs, la majeure partie de la couverture photographique, réalisée en noir et blanc, souvent avant 1950 et à des échelles moyennes — entre le 1/40 000 et le 1/60 000 —, offre peu de ressources pour une première exploitation en laboratoire, surtout lorsque les habitats n'étaient pas entourés de fossés; elle n'en offre aucune lorsque, dans les régions humides, la forêt a reconquis les espaces autrefois défrichés et habités. De même, s'il est, malgré les défauts de transcription, possible d'interroger les toponymes cartographiés (20), ceux des lieux-dits particulièrement, on n'en obtient que des indications insuffisantes, car d'une part, la dénomination des sites abandonnés est loin d'être toujours transparente et d'autre part, la cartographie n'a retenu qu'un nombre limité de toponymes (21). Par suite, les reconnaissances de terrain restent indispensables, et les enquêtes orales bien menées, qui peuvent également renseigner sur la valeur et la signification des noms de lieux et de rivières, sont alors un précieux moyen de gagner du temps pour localiser les sites.

Les fouilles fournissant beaucoup de céramiques et le problème du fer étant au centre de nombreuses traditions, des enquêtes concernant la céramique et le fer sont actuellement prioritaires. En effet, si le matériel archéologique doit fournir pour le passé l'essentiel de la documentation, on ne saurait négliger de recueillir ce que l'on sait encore des traditions de métier et d'observer les potières, les fondeurs et les forgerons, d'étudier la place que les uns et les autres occupent dans la société présente et d'essayer de comprendre — on ne peut alors se passer des textes littéraires — la (ou les) représentation(s) que les Anciens se faisaient et des matières travaillées et de ceux qui les travaillaient. Tout en prenant garde d'éviter l'anachronisme ascendant et en essayant de déceler les changements intervenus

dans le passé, on pourrait alors utiliser l'argument ethnographique pour interpréter les données archéologiques. Et l'on a déjà la preuve du profit que l'on peut tirer d'une telle démarche pour comprendre les dynamismes internes de l'ancienne société malgache.

Enfin, il est nécessaire d'entreprendre et de mener à bien la fouille complète de quelques sites témoins pour disposer ensuite d'un ensemble de références suffisant pour l'interprétation de sondages plus limités. Également dans ce cas, l'enquête orale est indispensable. Qu'elle ne donne même aucune information sur le lieu, peut déjà être une première indication sur les transformations du milieu naturel, les mouvements migratoires ou les politiques d'oblitération du passé. Mais très souvent, il sera possible de recueillir un grand nombre d'informations orales, et d'autant plus que l'importance du site, au regard de la culture traditionnelle qui peut ne pas être le nôtre, aura été grande. Nous en avons fait encore récemment l'expérience sur des sites du XII<sup>e</sup> siècle, où un traditionniste connaissait ce que l'archéologue n'a découvert que par sa fouille.

Ce serait donc une bien mauvaise querelle — une querelle de mots et de préséance — que celle qui pourrait se développer entre histoire et archéologie, toutes deux ayant à connaître et faire connaître le passé. Sans doute ne faut-il pas soumettre la recherche archéologique au seul commandement de l'histoire orale traditionnelle afin de ne pas perpétuer les manipulations dont celle-ci a pu être l'objet et de ne pas laisser dans l'oubli les sites des déshérités et des vaincus de l'histoire. Mais refuser de mettre au service de l'archéologie — ou de l'histoire — toutes les ressources possibles de la science malgachisante serait choisir d'avancer à très petits pas, alors que la présence du bulldozer moderne, qui bouleverse et réaménage tout le paysage actuel, impose de faire vite.

Car il reste à mener à bien ce programme pour lequel il n'est de richesses que d'hommes. L'enseignement à l'Université dans les années 60 aboutit à une première moisson qui manifestait sa vitalité. Sans doute a-t-il fallu, au lendemain de 1972, réajuster l'orientation et recommencer à enseigner. Aujourd'hui, les travaux universitaires de maîtrise ou de troisième cycle en cours ou achevés — que nous aimerions plus nombreux encore —, l'intérêt des étudiants, surtout lorsqu'ils ne se destinent pas à l'archéologie, et l'orientation même de la recherche montrent que l'archéologie à Madagascar n'est plus une greffe étrangère, à présent qu'elle pousse ses racines dans la culture qu'il lui faut découvrir.

**Jean-Pierre DOMENICCHINI,**  
Centre d'art et d'archéologie,  
Université de Madagascar.